



N° 041

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 du 04 JUIN 2026, en
procédure d'urgence, pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de
construction des ponts métalliques ACROW dans la Région de l'Est.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2026, 2027 et
2028.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus-indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet, le contrôle technique et la surveillance des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. Allotissement

Les prestations sont constituées en trois (03) lots présentés comme suit :

Lot	ITINERAIRE	RIVIERE	PORTEE (ml)	DELAI D'EXECUTION (mois)	MONTANT PREVISIONNEL TTC (FCFA)	TYPE D'INTERVENTION
1- ES	Kobi-Kagnol li-Mbang	Mbang	39,478	25	105 980 000	Contrôle technique et surveillance des travaux
2- ES	Badongué-Konga-Kambamiéri	Doumé	73,006		121 000 000	
3- ES	Messamena-Ekom	Dja	100,146		235 000 000	
TOTAL			212,630	25	461 980 000	

3. Consistance des prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre des Marchés comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Respecter et faire respecter par l'entreprise les clauses administratives et techniques de leur marché ;
- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- Assurer le suivi et le contrôle environnemental du chantier suivant les directives en vigueur au Ministère des Travaux Publics ;
- Proposer à la signature du Chef de Service du Marché des Ordres de Service nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement ;

Les prestations du titulaire sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

4. Participation et origine

La participation à la présente consultation est adressée aux Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets du sous-secteur d'activité « Routes », installés au Cameroun, de Catégories A, B et C.

NB : Les candidats de la liste restreinte peuvent s'associer en Groupements avec au plus un Bureau de Contrôles Techniques National de catégorie inférieure à condition que les BET de catégorie A, B ou C soient mandataires.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est « **Exclusivement En ligne** ». Autrement dit, seule la soumission en ligne est possible.

6. Financement et Montant prévisionnel

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028. Le coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises est de **quatre cent soixante un millions neuf cent quatre-vingt mille (461 980 000) Francs CFA**.

7. Délai d'exécution des prestations

Le délai global d'exécution des prestations est de **vingt-cinq (25) mois** pour chaque lot. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date initiale de remise des offres, et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, accompagné du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Le montant en FCFA de ladite garantie est égal à :

N° du Lot	Montant de la caution (en F CFA)
1-ES	Quatre cent trente mille (430 000)
2-ES	Quatre cent quatre-vingt-cinq mille (485 000)
3 ES	Neuf cent quarante mille (940 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire conforme devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation

d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier. Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...). Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du soumissionnaire désireux de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : La copie de sauvegarde ne peut être utilisée que lorsque (i) l'offre transmise par voie électronique a été reçue mais n'a pas pu être ouverte (ii) l'offre transmise par voie électronique a été reçue mais un programme malveillant la rendant inexploitable y est détecté ; la trace du programme malveillant est alors conservée.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur le plateforme COLEPS au plus tard le 07 JUIL 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous pli fermé, accompagné de l'original de la Caution de Soumission et du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, au plus tard le 07 JUIL 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 041 /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 du 04 JUIN 2026 en procédure
d'urgence, pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de construction
des ponts métalliques ACROW dans la Région de l'Est.**

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028.

(COPIE DE SAUVEGARDE) »

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu, le 07.11.2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures placée auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100).

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères Eliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture ;
- Absence 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- Non-conformité dans 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;

b) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- un Chef de Mission par lot postulé remplissant les conditions suivantes :
 - **Formation de base** : Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 ou plus).
 - **Expérience générale en BTP** : au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique** :
 - avoir occupé le poste de Chef de Mission dans au moins deux (02) projets de contrôle technique et la surveillance des travaux de construction d'ouvrage d'art totalement exécutés ou de route avec ouvrage d'art.
 - et avoir occupé le poste de Chef de Mission de Contrôle dans au moins un (01) projet de contrôle technique et la surveillance des travaux de construction d'au moins un pont mixte ou métallique totalement exécutés et de Longueur ≥ 20 ml. ;
- la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché public au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises (BET) défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- une capacité de financement (ligne de crédit disponible) conformément au modèle joint, d'un montant minimum comme indiqué dans le tableau ci-après, Justifiée par une attestation délivrée d'une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire :

N° du Lot	Montant de la capacité financière (en F CFA)
1-ES	Trente-six millions (36 000 000)

N° du Lot	Montant de la capacité financière (en F CFA)
2-ES	Quarante et un millions (41 000 000)
3-ES	Quatre-vingt millions (80 000 000)

- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 75/100.
- c) **Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces ci-après :**

- La soumission datée, signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (voir modèle pièce 7.I) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (voir modèle pièce 7.J) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Les Sous-détails des Prix Unitaires (voir modèle pièce 7.K) paraphés à toutes les pages.

d) **Omission dans l'Offre financière d'un prix quantifié ;**

e) **Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;**

15.2. Critères essentiels

14.2.1 Offre technique

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 50 points) ;
- b- Références du Bureau de Contrôle/Groupement de Bureaux de Contrôle (sur 30 points) ;
- c- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 20 points)

Le score technique minimum requis est de 75/100

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

14.2.2 Offre financière

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1^{ère} étape) et de l'évaluation technique (2^{ème} étape) et dont les offres financières témoins scellées contenues dans l'enveloppe C auront été transmises tel qu'indiqué ci-dessus, seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres. Dans le cadre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire peut être attributaire d'au plus un (01) lot.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au

4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, ou auprès de l'Unité de Préparation et de Suivi de l'exécution du Projet (UPS - ACROW), sise au quartier Bastos à Yaoundé, Rue du Rotary, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.


19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 04 JUIN 2026



Emmanuel NGANOU D.



No. 041 RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
of 04 JUN 2026
in emergency procedure for the technical control and monitoring of works to
construct ACROW steel bridges in the East Region.

Funding: MINTP Public Investment Budget: 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the aforementioned works.

1. Subject of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the technical control and monitoring of works to construct ACROW steel bridges.

2. Allotment

The services shall be divided into (3) lots as follows:

Lot	Routes	Rivers	Span (LM)	Execution Time Frame (Months)	Estimated Amounts, Including Taxes (in CFAF)	Type of Intervention
1- ES	Kobi - Kagnol Ii - Mbang	Mbang	39.478	25	105,980,000	Technical control and monitoring of works
2- ES	Badongue - Konga - Kambamieri	Doume	73.006		121,000,000	
3- ES	Messamena - Ekom	Dja	100.146		235,000,000	
TOTAL			212.63	25	461,980,000	

3. Scope of Works

The services to be provided under this contract shall include the following tasks, inter alia:

- Complying with and making sure the company complies with the administrative and technical clauses of their contract;
- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of works execution;
- Ensuring the environmental control and monitoring of the site in accordance with the guidelines in force at the Ministry of Public Works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

The contractor's services are clearly defined in the Terms of Reference.

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders is open to Technical Consulting Firms and consultants in the "Roads" sub-sector of activity, established in Cameroon, ranged in Categories A, B and C.

The short-listed candidates may set up a consortium with at most one National Technical Consulting Firm not on the above list.

5. Bidding Method

Bids shall be submitted "exclusively online". In other words, only online tender submission shall be applicable.

6. Financing and Estimated Cost

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget for the 2026, 2027 and 2028 financial years. The estimated cost, including taxes, is four hundred and sixty-one million, nine hundred and eighty thousand (461,980,000) CFA francs.

7. Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be twenty-five (25) months for each lot. This time frame shall take effect from the date of notification of the Order to Commence Service Delivery.

8. Provisional Guarantee (Bid Bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, together with deposit receipts from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The amount in CFAF of the said bonds shall be as follows:

Lot No.	Amount of Bid Bonds (in CFAF)
1 -ES	Four hundred and <i>thirty</i> thousand (430,000)
2 - ES	Four hundred and eighty- <i>five</i> thousand (485,000)
3 - ES	Nine hundred and forty thousand (940,000)

Only the original copy of the provisional guarantee dated less than three (3) months must be provided, or otherwise be subject to rejection.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. In case the tenderer is awarded the contract, the provisional guarantee shall be released as soon as the final bond shall have been constituted.

Bank cheques, even if certified, are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, while soft copies can be obtained on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this call for tenders.

10. Acquisition of the Tender Documents

Tender Documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters

of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of the tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Number, Fax, Email, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in this Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

Maximum sizes of volumes 1, 2 and 3 or the files that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats shall include:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of Tenders

Tenderers must upload the bids on the COLEPS platform no later than 07 JUL 2026 at 11 a.m.

Besides, a backup copy of the bid saved in a USB, CD or DVD drive and the original bid bond shall be submitted against a receipt in a sealed envelope, together with the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, no later than 07 JUL 2026 at 11 a.m. The sealed envelope must bear the following:

No. 041 "RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 04 JUIN 2026

emergency procedure for the technical control and monitoring of works to construct
ACROW steel bridges in the East Region.

Funding: MINTP Public Investment Budget: 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

(BACKUP COPY.)"

13. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two stages.

Administrative and technical offers shall be opened on 07/10/2016 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, situated on the 3rd floor of Building A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located in the administrative neighbourhood at ETOUDI

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

At the end of the evaluation of administrative documents and technical offers, the financial bids shall be opened under the same conditions, at a date to be communicated later to bidders whose administrative documents meet the requirements, and who have obtained a technical score of at least seventy-five (75) out of one hundred (100) points.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1. Eliminatory Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original bid bond at the opening of tenders;
- Absence of at least one document in the administrative file, except for the bid bond, 48 hours following the opening session;
- Non-compliance of at least one document in the administrative file 48 hours following the opening session.

b) Incomplete or non-compliant technical offer due to absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- One mission Head for each lot applied for meeting the following requirements:
 - **Basic training:** Civil engineer (Baccalauréat / GCE A/L+3 at least).
 - **General experience in Building and Public Works:** at least ten (10) years.
 - **Specific experience:**
 - having worked as a Mission Head on at least two (2) technical control and monitoring projects concerning fully executed engineering structures,
 - and having worked as a Control Mission Head in at least one (1) technical control and monitoring project concerning at least one fully executed mixed or metal bridge spanning ≥ 20 LM;
- The methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- A formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies (TCFs) drawn by the Ministry of Public contracts;
- A financing capacity (available credit line) in accordance with the attached model, for a minimum amount as indicated in the table below, evidenced by an attestation issued by a first-class bank approved by the Minister in Charge of Finance or by a recognised banking commission:

Lot No.	Amount of Financing Capacity (in CFAF)
1-ES	Thirty-five million (35,000,000)

Lot No.	Amount of Financing Capacity (in CFAF)
2-ES	Forty million (40 000 000)
3-ES	Eighty million (80,000,000)

- Absence of a dated and signed integrity charter;
 - Absence of a dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social terms and conditions;
 - Not having obtained a technical score of at least 75/100.
- c) **Incomplete financial file due to the absence, or non-compliance of one of the following required documents:**
- The dated, signed and stamped bid (see sample document 7.A);
 - The Unit Price schedule (UPS) (see sample document 7.I) initialled on all pages and signed on the last page;
 - The Bill of Quantities (BOQ) indicating amounts with and without VAT (see sample document 7.J), initialled on all pages, dated and signed on the last page;
 - The breakdown of unit prices (see sample document 7.K), initialled on all pages.
- d) **Omission of a quantified price in the financial offer;**
- e) **False declaration, forged or unauthentic documents;**

15.2. Essential Criteria

14.2.1 Technical Bid

The technical offers shall be evaluated according to the following essential criteria:

- a- Qualification and experience of experts assigned to the operation (out of 50 points);
- b- References of the control firm/consortia of consulting firms (out of 30 points);
- c- Technical, logistical and material resources to be put in place (out of 20 points).

The minimum technical score shall be 75 points/100

Note: Any State employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

14.2.2 Technical Offer

Only the financial offers of tenderers whose tenders shall have been declared compliant upon analyses of administrative documents (1st stage) and technical offer (2nd stage), and whose sealed sample financial bids contained in envelope C shall have been submitted as indicated above, shall be assessed according to the following criteria:

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial bid;

MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Tenderer's assessed amount.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the final mark N (technico-financial score) based on the following formula:

$$N = \frac{[(80 \times \text{Technical score}) + (20 \times \text{Financial score})]}{100}$$

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, the one that obtained the highest final score deemed substantially in conformity with the Tender Documents. As part of this Call for Tenders, any bidder cannot be awarded more than **one (1) lot**.

18. **Further Information**

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Building A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located in the administrative neighbourhood at Etoudi, or at the Unit for the Preparation and Monitoring of the Execution of the Project (UPS-ACROW), located in the Bastos neighbourhood in Yaoundé, Rue du Rotary or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. **Technical Assistance**

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. **Fight Against Corruption**

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 04 JUIN 2026

